



**Arrêté n°2024-DCPATÉ-411
portant mise en demeure à l'encontre de la société FERTIL'EVEIL pour ses activités
qu'elle exploite à Saint Pierre du Chemin
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°05-DRCLE/1-611 du 29 novembre 2005 autorisant l'union des coopératives FERTIL'EVEIL à exploiter une plate-forme de compostage de fumiers d'élevage, co-produits solides issus du traitement des lisiers et de déchets verts au lieu-dit « La Ruffinière » sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DU-CHEMIN ;

VU le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2780 par courrier du 9 novembre 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ/1-567 du 24 septembre 2021 autorisant la société FERTIL'EVEIL à admettre des coquilles d'œufs sur sa plateforme de compostage située à Saint-Pierre-du-Chemin ;

VU l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 qui impose une hauteur maximale des stocks des stockages de 3 mètres ;

VU l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 qui ne prévoit pas de rejets vers le milieu naturel pour les eaux pluviales des toitures et des aires de compostage ;

VU l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 qui impose le respect de niveaux d'odeurs ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, Annexe 3.1-X et Annexe 3.3-V, qui impose les seuils et fréquences sur la surveillance des rejets aqueux ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, Annexe 3.3-V, qui impose les seuils et fréquences sur la surveillance des rejets atmosphériques ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 juillet 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Une hauteur de stockage importante dans les 3 bâtiments de fabrication et stockage des composts, avec un dépassement de la hauteur de 3 mètres ;
- que la mesure des niveaux d'odeur effectuée par Socotec en mars 2023 indique au moins une concentration de 9 790 uoE/m³ supérieure à 5000 alors même que « la mesure de vitesse en aval du biofiltre n'était pas réalisable au vu de la configuration de l'installation » et que cette mesure doit être revérifiée après travaux sur les biofiltres ;
- des analyses environnementales eaux ou atmosphériques non renforcées depuis la parution du Bref WT (traduit par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019) ;
- un rejet d'eau résiduaire issue du bassin tampon non prévu par l'autorisation préfectorale.

Considérant que la plateforme de compostage relève de la directive « IED » par un classement sous la rubrique 3532 avec un seuil déterminé par le dossier de réexamen transmis en 2021 de 280 t/j ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3, 5.1.2, 6.4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 et Annexes 3.1-X et 3.3-V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FERTIL'EVEIL de respecter les dispositions des articles 4.3, 5.1.2, 6.4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 et Annexes 3.1-X et 3.3-V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société FERTIL'EVEIL, dont le siège social est situé au 26 rue des Tuileries à Saint-Pierre-du-Chemin (85120), est mise en demeure pour ses installations situées à La Ruffinière à Saint-Pierre-du-Chemin de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 1.1. Hauteur des stocks

L'exploitant ramène la hauteur des stocks dans ses bâtiments à moins de 3 mètres dans un délai de **12 mois**, conformément à la disposition de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2005 qui dispose :

« La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains. »

Article 1.2. Bassin tampon – rejet zéro

L'exploitant supprime tout rejet d'effluents depuis le bassin tampon situé à l'arrière de son site dans un délai d'un mois, conformément à l'article 5.1.2 qui ne prévoit pas de rejet vers le milieu naturel :

« Les rejets des effluents liquides se font dans les conditions suivantes :

Atelier ou circuit d'eau	Réseau interne	Lieu ou milieu récepteur
Eau sanitaire	Réseau EU	Assainissement autonome
Eaux du lavage des gaz	Réseau EI	Bassin tampon
Eau pluviales des toitures et des aires de compostage	Réseau EI	Bassin tampon
Eau pluviale des voies de circulation	Réseau EP	Débourbeur-séparateur hydrocarbures puis fossé vers l'Iloière

»

Article 1.3. Niveau d'odeurs

L'exploitant respecte dans un délai de **12 mois** les concentrations d'odeurs fixées à l'article V-Annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui dispose :

« Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	Concentration d'odeurs	500 uoE/Nm ³	semestrielle

»

Article 1.4. MTD - fréquence analyses sur les rejets aqueux

L'exploitant réalise dans un délai d'un **mois** le contrôle de ses rejets aqueux conformément aux dispositions des annexes 3.1-X et 3.3-V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui dispose :

« Annexe 3.1-X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/L	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/L	mensuelle
Carbone organique total (COT)(ou DCO)	60 mg/L	mensuelle

(...)

Annexe 3.3-V : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Azote total (N total)	25 mg/L	Mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Mensuelle

»

Article 1.5. MTD - fréquence analyses sur les rejets d'air

L'exploitant réalise dans un délai de **six mois** le contrôle de ses rejets gazeux conformément aux dispositions de l'annexe 3.3-V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui dispose :

« Annexe 3.3 : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique

Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1.

Les dispositions de cette annexe ne s'appliquent pas au traitement des déchets liquides aqueux, ni à la dépollution par traitement biologique des terres polluées.

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent sans préjudice de la réglementation applicable aux installations de traitement biologique de déchets, en particulier de l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement et de l'arrêté du

22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

(...)

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H ₂ S	/	semestrielle
NH ₃	20 mg/Nm ³	semestrielle
Concentration d'odeurs (*)	500 uoE/Nm ³	semestrielle

(*) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH₃ et de H₂S. »

Article 2. Respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 ou de leurs mises en application :

- en fournissant sous 1 mois un calendrier et engagement de réduire les quantités stockées permettant une réduction des hauteurs de stockage ;
- en fournissant sous 1 mois un calendrier actualisé de travaux portant sur la réduction des concentrations d'odeur ;
- en attestant sous 1 mois de tout arrêt de rejet du bassin tampon vers le milieu naturel ;
- en fournissant sous 10 mois un bon de commande d'une nouvelle campagne de mesurage des niveaux d'odeurs en sortie des biofiltres ;
- en transmettant sous 1 mois une nouvelle analyse des eaux résiduaires rejetées, et un tableau de mise en place du suivi mensuel ;
- en transmettant sous 6 mois une analyse des rejets atmosphériques en sortie des biofiltres, et un tableau de suivi semestriel.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Saint Pierre du Chemin.

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société FERTIL'EVEIL, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Copie sera adressée au sous-préfet des Fontenay le Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 7 août 2024

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Nadia SEGHIER

